

Votre arbitrage sur le logement social (la dette de l'État envers les opérateurs se monte à 21 millions d'euros en Martinique, 38 en Guadeloupe et les autorisations d'engagement passent de 270 à 220 millions d'euros) est très attendu. Comment imaginer que le plan Borloo, l'engagement national pour le logement, ait laissé l'outre-mer de côté, alors qu'il s'y trouve quelque 80 000 taudis et 200 000 mal logés ?

Partout en France, le logement est un enjeu essentiel. Il répond à un besoin prioritaire pour nos concitoyens. Le dynamisme de la politique de construction de logements sociaux ou de réhabilitation des logements conditionne également l'activité du secteur du bâtiment et la survie de nombreuses entreprises, notamment artisanales. Outre-mer, les besoins de logements sont encore plus importants, en raison de la progression démographique, et du vieillissement plus rapide de l'habitat compte tenu des conditions climatiques.

La situation est effectivement difficile, mais il ne faut pas pour autant la caricaturer. En 2005, l'État a dépensé au total 856 millions d'euros pour le logement social outre-mer. Ce n'est pas négligeable ! Cet effort doit cependant progresser significativement et la gestion des crédits doit être améliorée pour mettre un terme à d'inacceptables retards de paiement.

François Baroin et Jean-Louis Borloo m'ont signalé la nécessité de mesures correctrices rapides et je viens en Guadeloupe et en Martinique confirmer des réponses concrètes :

« L'État résorbera entièrement avant la fin du 1^{er} trimestre 2007 le retard actuel des crédits de paiement sur les opérations engagées. »

- L'État résorbera entièrement avant la fin du 1^{er} trimestre 2007 le retard actuel des crédits de paiement sur les opérations engagées.

- Pour rattraper le retard pris outre-mer sur l'effort consenti en métropole dans le cadre du plan de cohésion sociale et de l'engagement national pour le logement, les crédits du logement social outre-mer seront augmentés de 120 millions d'euros pour les trois

prochaines années. L'effort principal sera concentré sur 2007, à hauteur de 60 millions d'euros, afin d'accélérer le rattrapage des opérations de réhabilitation des logements vétustes ou insalubres et d'accompagner les nouveaux projets de logement social. Enfin, les modalités de gestion de la ligne budgétaire unique seront revues, afin d'éviter que les difficultés actuelles ne se renouvellent. François Baroin et Jean-Louis Borloo réuniront d'ici janvier 2007 une Conférence nationale du logement outre-mer qui associera tous les acteurs concernés, élus et professionnels, pour arrêter les décisions d'organisation pour l'avenir. Je veillerai très attentivement au respect de ces décisions et de ce calendrier.

Le logement social en grande difficulté, un budget de l'outre-mer quasi stagnant, la baisse des crédits d'équipement dans les financements européens, un chômage endémique, autant de dossiers de l'actualité outre-mer, « le sel du lointain, l'amitié du proche... » N'y a-t-il pas là les signes de la régression de vos engagements Outre-mer ?

Le budget de l'outre-mer n'est pas à l'abandon. Bien au contraire !

Vos lecteurs connaissent le poids des contraintes qui pèsent aujourd'hui sur le budget de l'État. Dans ce contexte difficile, le Gouverne-

ministère. Tous ministères confondus, ce sont 12 milliards d'euros de dépenses budgétaires qui viennent d'être programmées pour l'outre-mer auxquelles s'ajoutent 2 milliards de dépenses fiscales, soit 14 milliards au total, qui seront injectés dans les économies locales.

Les crédits européens restent

« Le budget de l'Outre-mer n'est pas à l'abandon. »

stables. C'est parce que le PIB des Antilles a évolué de façon réellement positive au cours des dernières années, ce qui est la preuve de l'efficacité des fonds structurels déjà dépensés.

Plus généralement, les efforts de tous et le soutien résolu de l'État, avec la mise en œuvre de la loi de programme pour l'outre-mer notamment, donnent des résultats encourageants : le taux de chômage outre-mer est descendu à 21,3 % alors qu'il était près de 26 % en 2002. Le nombre d'emplois salariés a progressé à un rythme 3,5 fois supérieur à celui de la métropole.